

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JANVIER 1928.

Projet de loi

**modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849,
organique de l'Enseignement supérieur donné au frais
de l'État.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations a pour objet d'augmenter le nombre des professeurs des universités de l'État, de donner un statut aux chargés de cours et de modifier celui des agrégés.

Le nombre des professeurs des universités de l'État a d'abord été fixé par la loi du 27 septembre 1835 :

« Art. 10. — Pour donner les cours prescrits par les articles 3 et 4 (1), il y a » dans chaque université neuf professeurs en sciences, huit en philosophie, huit » en médecine et sept en droit.

» En cas de nécessité, un ou deux professeurs de plus peuvent être nommés » dans chacune des facultés ».

Les auteurs du projet légitimaient cette augmentation facultative du nombre des professeurs fixé par le premier alinéa, en invoquant les besoins qui seraient créés par l'inscription au programme de nouvelles branches de connaissances. Cependant à la séance de la Chambre du 12 août 1833, M. Dumortier prévoyait déjà que cette augmentation éventuelle du nombre des toges ne suffirait pas aux besoins à venir et déclarait que le nombre des professeurs de la faculté des sciences lui paraissait insuffisant pour toutes les branches à enseigner.

La loi du 13 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État, a textuellement repris dans son article 10 les dispositions de la loi de 1835. Ce n'est que plus tard que le nombre croissant des disciplines enseignées obligea le législateur à élargir ces cadres. Après les lois du 22 mai 1882, du 22 mai 1892, du 30 juin 1893 et du 1^{er} juillet 1896, le nombre maximum des professeurs s'établissait comme suit :

(1) Les articles 3 et 4 énuméraient les cours qui devaient figurer au programme des universités de l'État.

Faculté.	Nombre des professeurs.	
	Gand.	Liège.
Philosophie	14	14
Droit	12	12
Sciences	15	14
Médecine	15	15
Technique	—	12
	56	67

En outre, la loi du 30 juin 1893, complétant l'article 10 ci-dessus rappelé de la loi du 15 juillet 1849, permet d'accorder le rang de professeur, avec les prérogatives que comporte ce titre, aux fonctionnaires détachés à la faculté technique de Liège ou aux écoles techniques de Gand. Actuellement trois ingénieurs sont détachés, avec ce rang de professeur, à la faculté technique de Liège et onze aux écoles techniques annexées à la faculté des sciences de Gand.

Mais la science a continué à progresser ; des cours ont dû être subdivisés, de nouvelles disciplines ont été inscrites au programme. Dans la plupart des facultés, le nombre des professeurs est devenu manifestement insuffisant; les chargés de cours sont extrêmement nombreux et beaucoup d'entre eux, titulaires d'un enseignement de toute première importance, doivent attendre une toge pendant de trop longues années. Il y a actuellement à l'université de Gand 66 professeurs (y compris 11 ingénieurs détachés avec rang de professeur) et 95 chargés de cours (non compris ceux qui n'ont que des cours libres dans leurs attributions); à l'Université de Liège, il y a 62 professeurs, dont 3 ingénieurs détachés avec rang de professeur et 66 chargés de cours (non compris les titulaires de cours libres). Pour les mêmes besoins, le nombre des professeurs, dans les universités libres, est beaucoup plus considérable.

Les autorités académiques, à diverses reprises, ont attiré l'attention du Gouvernement sur le nombre insuffisant des toges.

Le Conseil de perfectionnement de l'enseignement supérieur, dans sa séance du 6 mai 1922, a aussi estimé, à l'unanimité de ses membres, qu'il y avait lieu d'en augmenter le nombre.

C'est surtout à l'Université de Gand que la situation est devenue particulièrement critique. La loi du 31 juillet 1923 sur l'emploi des langues a imposé le dédoublement d'un tiers des cours conduisant aux grades légaux autres que ceux de candidat ingénieur et d'ingénieur des constructions civiles, ainsi que le dédoublement de tous les cours des écoles techniques; de plus elle a créé une section des Mines où tous les enseignements doivent être faits en flamand. Cette augmentation du nombre des cours a exigé la nomination d'un grand nombre de chargés de cours.

On ne peut donc guère contester qu'il est devenu indispensable d'augmenter le nombre des professeurs dans les deux universités de l'Etat. Le projet de loi qui vous est soumis accorde, pour répondre aux nécessités les plus pressantes, dix nouvelles toges à l'Université de Liège, et, tenant compte de ses besoins spéciaux, vingt à l'Université de Gand. Dans la première, quatre seraient dévolues à la faculté de philosophie et lettres, deux à la faculté des sciences, quatre à la faculté de médecine; dans la seconde, huit iraient à la faculté de philosophie et lettres, deux à la faculté de droit, cinq à la faculté des sciences et cinq à la faculté

de médecine. La répartition des toges dans les diverses facultés, comparée à celle d'aujourd'hui, serait donc la suivante :

	Gand.		Liège.	
	Situation actuelle.	Situation après l'augmentation.	Situation actuelle.	Situation après l'augmentation.
Philosophie et lettres . . .	14	22	14	18
Droit	12	14	12	12
Sciences (1)	15	20	14	16
Médecine	15	20	15	19
Technique (1)	—	—	12	12

Il serait assez difficile d'évaluer avec plus ou moins d'exactitude, dans les circonstances actuelles, l'augmentation des dépenses à résulter du vote du présent projet. Elle semble devoir être relativement peu importante, étant donné que la plupart de ceux qui seraient appelés à en bénéficier jouissent déjà du maximum du traitement des chargés de cours.

La loi du 27 septembre 1833, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État, stipulait :

- « *Art. 14.* — Des agrégés peuvent être attachés aux universités.
 » Ils sont nommés par le Roi.
 » Les agrégés peuvent, selon l'autorisation du Gouvernement, donner, soit des
 » répétitions, soit des cours nouveaux, soit des leçons sur des matières déjà
 enseignées.
 » Ils ne jouissent d'aucun traitement; leurs cours sont rétribués comme ceux
 » des professeurs.
- « *Art. 15.* — Les agrégés peuvent remplacer les professeurs en cas d'empê-
 » chement légitime.
 » Ce remplacement ne peut durer plus de quinze jours sans autorisation du
 » Gouvernement. »

Ces dispositions ont été textuellement reprises par les articles 14 et 15 de la loi du 13 juillet 1849, qui régit actuellement encore l'organisation des universités de l'État. Mais l'arrêté royal du 22 septembre 1843 qui réglait l'institution des agrégés, en vertu des articles 14 et 15 de la loi du 27 septembre 1833, cessa d'être appliqué déjà dès l'année 1850; il fut d'ailleurs rapporté par celui du 16 septembre 1853, dont l'article premier stipulait même qu'il ne serait plus nommé d'agrégés dans les universités de l'État.

Il n'était cependant pas possible, ainsi qu'il a été dit plus haut, que tout l'enseignement fût réparti entre les seuls professeurs prévus par les articles 9 et 10 de la loi du 13 juillet 1849. Non seulement les attributions de ces professeurs auraient souvent été trop lourdes, mais encore convenait-il de ne faire entrer des titulaires d'un enseignement universitaire dans le cadre des professeurs que lorsqu'ils auraient définitivement fait leurs preuves. Aussi, le Gouvernement se trouva-t-il dans l'obligation de charger des personnes qualifiées, moyennant rétribution, de faire un certain nombre de cours. Ce sont ces

(1) Non compris les ingénieurs pouvant être détachés avec rang de professeur à la faculté des sciences de l'Université de Gand et à la faculté technique de l'Université de Liège.

membres du personnel enseignant des universités de l'Etat que l'on a coutume d'appeler chargés de cours.

Leur position dans le personnel universitaire est anormale. D'une part, ils tiennent en fait la place des agrégés de 1835 et de 1849; d'autre part, la loi de 1849 les ignore, et ce n'est que grâce aux termes généraux dans lesquels est rédigé l'article 29 de cette même loi (1) qu'ils ont pu être nommés.

Les dispositions par lesquelles je vous propose de remplacer les articles 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849 encadrent légalement les chargés de cours dans le personnel des universités de l'Etat. Le Gouvernement reste chargé du soin de déterminer leurs traitements.

Le projet accorde en outre à certains d'entre eux le droit de vote au sein du conseil académique et des facultés.

Sous l'empire de la législation actuelle, les agrégés, et partant les chargés de cours, n'ont pas voix délibérative au sein du conseil académique, qui, dit l'article 16 de la loi du 15 juillet 1849, se compose exclusivement des professeurs. Il en est de même pour les réunions des facultés. Les chargés de cours ne sont invités aux séances de ces collèges qu'en vertu de la latitude qu'en laisse au recteur et aux doyens, les articles 15 et 18 de l'arrêté royal du 9 décembre 1849. Quelle que soit l'importance de leurs attributions, ils sont sans aucune influence dans les délibérations desdits collèges.

Il semble qu'il y ait lieu de faire disparaître cette anomalie. Le projet accorde droit de séance, avec voix délibérative dans les réunions du conseil académique, à ceux d'entre les chargés de cours qui ont dans leurs attributions, depuis trois ans au moins, l'un des enseignements prévus par la loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Enfin, pour permettre de leur donner droit de séance avec voix délibérative au sein des facultés et de modifier en ce sens l'arrêté royal organique du 9 décembre 1849, l'article 14 nouveau, à l'exemple de l'article 11 (2) en ce qui concerne les professeurs, impose au Gouvernement de désigner, éventuellement, la faculté à laquelle ils seront attachés.

Les dispositions relatives aux chargés de cours n'entraîneront aucune charge nouvelle pour le Trésor; leur traitement restera fixé par l'arrêté royal du 16 décembre 1927 qui détermine les rémunérations des agents de l'Etat. Quant à leur pension, elle continuera à être réglée par la loi du 30 juillet 1879 sur la mise à la retraite des professeurs et autres membres du personnel enseignant des universités de l'Etat.

*
* * *

De ce que l'institution des agrégés, telle qu'elle avait été fixée par les articles 14 et 15 précités de la loi du 15 juillet 1849, a été supprimée en fait, il ne s'ensuit nullement qu'il n'y aurait pas avantage à la rétablir, mais en y apportant les modifications requises.

(1) « Le Gouvernement fait les règlements, nomme aux divers emplois et fixe les traitements, le tout conformément à la présente loi. »

(2) Art. 11. — « Toute nomination de professeur indique la faculté à laquelle il est attaché et la science qu'il est appelé à enseigner.

» Tout changement dans les attributions d'un professeur fait l'objet d'un arrêté royal pris sur l'avis de la faculté ».

Chacun sait que le recrutement du haut personnel scientifique de nos universités se heurte à de très sérieuses difficultés. Les facultés des sciences et de médecine des Universités de Gand et de Liège, ainsi que la faculté technique de Liège, peuvent déjà attacher à leurs laboratoires ou cliniques, en qualité d'assistants, les meilleurs de leurs jeunes docteurs. Les intéressés reçoivent une indemnité annuelle de 15,000 à 25,000 francs. Ils peuvent ainsi, grâce à cette indemnité, qui prend le caractère d'une bourse, rester en contact avec le professeur, compléter leur formation scientifique, poursuivre des recherches.

Chacun se plaît à reconnaître les avantages de cette institution. On fait cependant remarquer, avec raison, que le mandat des assistants, qui est et doit rester temporaire, ne dure au maximum que six années et qu'il arrive ainsi que de jeunes savants, donnant les plus belles espérances, doivent quitter trop tôt l'université, au détriment de la science et du recrutement du haut personnel de notre enseignement supérieur.

La disposition qui fait l'objet de l'alinéa final du nouvel article 14 obviendra, en partie du moins, à cet inconvénient. Elle permettra de retenir provisoirement à l'université les plus méritants d'entre ces assistants, et, en outre, d'attacher aux autres facultés l'un ou l'autre jeune savant dont les travaux font bien augurer de son avenir scientifique. L'institution, ainsi complétée, permettra d'étendre les possibilités d'un bon recrutement du personnel enseignant des universités.

Un arrêté royal organique déterminera les conditions à remplir pour pouvoir être nommé agrégé. L'une de ces conditions sera la possession du titre actuel de docteur spécial ou du titre correspondant prévu par le projet de loi portant modification de celle du 10 avril 1890-3 juillet 1891. Cet arrêté fixera en outre la durée du mandat des agrégés. Il indiquera aussi quelles seront leurs attributions : ils seront notamment chargés de collaborer aux recherches des professeurs ; ils seconderont ceux-ci dans leurs travaux de laboratoire et de séminaire ; éventuellement, sous certaines conditions, ils pourront même être associés à leur enseignement théorique. Le Gouvernement pourra leur allouer une indemnité, qui sera tout à la fois une équitable rémunération de leurs services et un encouragement à poursuivre leurs travaux scientifiques.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

M. VAUTHIER.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JANUARI 1928.

WETSONTWERP

tot wijziging van de artikelen 10, 14 en 15 der wet van 15 Juli 1849, tot inrichting van het op Rijkskosten gegeven hooger onderwijs.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp dat ik de eer heb aan uwe beraadslagingen te onderwerpen, heeft voor doel het getal professoren der Rijksuniversiteiten te verhoogen, een statuut aan de docenten te geven en dat der geaggregeerden te wijzigen.

Het getal professoren der Rijksuniversiteiten werd eerst bij de wet van 27 September 1833 vastgesteld :

« Art. 10. — Om de door de artikelen 3 en 4 (1) voorgeschreven cursussen » te geven, zijn er in elke universiteit negen professoren in de wetenschap » pen, acht in de wijsbegeerte, acht in de geneeskunde en zeven in de rechts » geleerheid.

» In geval van noodzakelijkheid kunnen in elke der faculteiten één of twee » professoren meer worden benoemd ».

Om deze facultatieve verhooging van het bij het eerste lid bepaalde getal professoren te wettigen, beriepen de opstellers van het ontwerp zich op de behoeften die zouden voortvloeien uit de inschrijving van nieuwe vakken der wetenschap op het programma. Reeds in de Kamerzitting van 12 Augustus 1833 nochtans voorzag de heer Dumortier dat deze gebeurlijke verhooging van het getal toga's aan de toekomstige behoeften niet zou voldoen ; hij verklaarde dat het getal professoren van de faculteit der wetenschappen hem ontoereikend scheen voor al de te onderwijzen leerstoffen.

In de wet van 15 Juli 1849, tot inrichting van het op Rijkskosten gegeven hooger onderwijs, werden, onder artikel 10, de beschikkingen der wet van 1833 woordelijk overgenomen. Slechts later verplichtte het aangroeiend getal onderwijsvakken den wetgever de kaders te verbreedden. Na de wetten van 22 Mei 1882, 22 Mei 1892, 30 Juni 1893 en 1^{re} Juli 1896, deed het maximumgetal professoren zich als volgt voor :

(1) Onder de artikelen 3 en 4 werden de cursussen opgesomd welke op het programma der Rijksuniversiteiten moesten voorkomen.

Faculteit.	Getal professoren.	
	Gent.	Luik.
Wijsbegeerte.	14	14
Rechtsgeleerdheid	12	12
Wetenschappen	15	14
Geneeskunde.	15	15
Techniek	—	12
	56	67

Daarbij laat de wet van 30 Juni 1893, tot aanvulling van hierbovenvermeld artikel 40 der wet van 15 Juli 1849, toe den rang van professor met de aan dien titel verbonden voorrechten te verleenen aan de ambtenaren welke gedetacheerd zijn bij de technische faculteit te Luik of bij de technische scholen te Gent. Tegenwoordig zijn drie ingenieurs met dien rang van professor gedetacheerd bij de technische faculteit te Luik, en elf bij de technische scholen, aan de faculteit der wetenschappen te Gent verbonden.

Doch de wetenschap is blijven vooruitgaan; cursussen moesten onderverdeeld worden en nieuwe vakken werden op het programma gebracht. In de meeste faculteiten is het getal professoren klaarblijkend ontoereikend geworden; de docenten zijn uiterst talrijk en velen onder hen, die titularis zijn van een zeer belangrijk onderwijs, moeten te lange jaren op een toga wachten. Tegenwoordig zijn er aan de universiteit te Gent 66 professoren (met inbegrip van 11 ingenieurs, met den rang van professor gedetacheerd) en 95 docenten (zonder inbegrip van degenen die slechts vrije cursussen in hun bevoegdheid hebben); aan de universiteit te Luik zijn er 62 professoren, waaronder 3 ingenieurs, met den rang van professor gedetacheerd, en 65 docenten (zonder inbegrip der titularissen van vrije cursussen). Voor dezelfde behoeften is het getal professoren aan de vrije universiteiten veel aanzienlijker.

De academische overheden hebben herhaaldelijk de aandacht der Regeering op het ontoereikend getal toga's gevestigd.

Ook de Verbeteringsraad van het hooger onderwijs drukte, in zijn zitting van 6 Mei 1922, met eenparigheid van stemmen de meening uit dat er aanleiding was om het getal ervan te verhoogen.

Voor al aan de universiteit te Gent is de toestand bijzonder kritiek geworden. Bij de wet van 31 Juli 1923 op het gebruik der talen, werd de splitsing voorzien van een derde der cursussen leidende tot de wettelijke graden, met uitzondering van die van candidaat ingenieur en van ingenieur der burgerlijke bouwkunde, evenals de splitsing van al de cursussen der technische scholen; bij dezelfde wet werd daarenboven een sectie der Mijnen ingericht, waarin al de vakken in het Nederlandsch dienen onderwezen. Deze verhooging van het getal cursussen heeft de benoeming van een groot aantal docenten noodzakelijk gemaakt.

Het valt dan ook niet te betwisten dat het onontbeerlijk geworden is het getal professoren in de twee Rijksuniversiteiten te verhoogen. Het wetsontwerp dat U onderworpen wordt verleent, om in de dringendste noodwendigheden te voorzien, tien nieuwe toga's aan de universiteit te Luik, en, rekening houdende met haar bijzondere behoeften, twintig aan de universiteit te Gent. In de eerste inrichting zouden er vier toegekend worden aan de faculteit van de wijsbegeerte en letteren, twee aan de faculteit der wetenschappen, vier aan de faculteit der geneeskunde; in de tweede, acht aan de faculteit van de wijsbegeerte en letteren,

twee aan de faculteit der rechtsgeleerdheid, vijf aan de faculteit der wetenschappen en vijf aan de faculteit der geneeskunde. De verdeeling der toga's over de verschillende faculteiten zou, bij de tegenwoordige vergeleken, als volgt voorkomen :

	Gent.		Luik.	
	Tegenwoordige toestand.	Toestand na de verhooging.	Tegenwoordige toestand.	Toestand na de verhooging.
Wijsbegeerte en letteren . . .	14	22	14	18
Rechtsgeleerdheid	12	14	12	12
Wetenschappen (1).	15	20	14	16
Geneeskunde	15	20	15	19
Techniek (1).	—	—	12	12

Het zou tamelijk moeilijk zijn in de tegenwoordige omstandigheden min of meer nauwkeurig de verhooging der uitgaven te ramen die uit de stemming van dit ontwerp moet voortvloeien. Zij schijnt betrekkelijk gering te moeten zijn, daar de meesten van degenen die zouden geroepen zijn om er voordeel uit te trekken, reeds het maximum van de wedde der docenten genieten.

* * *

Bij de wet van 27 September 1835, tot inrichting van het op Rijkskosten gegeven hooger onderwijs, werd bedongen :

- « Arr. 14. — Geaggregeerden kunnen aan de universiteiten gehecht worden.
- » Zij worden door den Koning benoemd.
- » De geaggregeerden mogen, volgens de machtiging der Regeering, hetzij herhalingen geven, hetzij nieuwe cursussen, hetzij lessen over reeds onderwezen vakken.
- » Zij genieten geen wedde ; hun cursussen worden vergoed als die der professoren.

» Arr. 15. — De geaggregeerden mogen, in geval van wettig belet, de professoren vervangen.

» Deze vervanging mag niet langer dan veertien dagen duren zonder machtiging der Regeering. »

Deze beschikkingen werden woordelijk overgenomen onder de artikelen 14 en 15 der wet van 15 Juli 1849, welke heden nog de inrichting der Rijksuniversiteiten beheert. Maar het koninklijk besluit van 22 September 1845, dat krachtens de artikelen 14 en 15 der wet van 27 September 1835 de inrichting der geaggregeerden regelde, werd reeds van het jaar 1850 af niet meer toegepast; het werd ten andere ingetrokken door dat van 16 September 1853, waarvan artikel 1 zelfs bepaalde dat er aan de Rijksuniversiteiten geen geaggregeerden meer zouden benoemd worden.

Het was nochtans niet mogelijk, zooals hooger gezegd, gansch het onderwijs

(1) Zonder inbegrip der ingenieurs die met den rang van professor kunnen gedetacheerd worden aan de faculteit der wetenschappen van de universiteit te Gent en aan de technische faculteit der universiteit te Luik.

te verdeelen onder de bij de artikelen 9 en 10 der wet van 15 Juli 1849 voorziene professoren. Niet alleen zou de bevoegdheid dezer professoren dikwijls te zwaar geweest zijn, maar nog kwam het er op aan de titularissen van een universitair onderwijs alleen dan in het kader der professoren toe te laten als zij definitief hun proeven zouden hebben geleverd. Ook bevond de Regeering zich in de verplichting bevoegde personen, mits vergelding, met het geven van een zeker aantal cursussen te belasten. Deze leden van het onderwijzend personeel der Rijksuniversiteiten noemt men gewoonlijk docenten.

Hun toestand in het universitair personeel is abnormaal. Eenerzijds bekleeden zij feitelijk de plaats der geaggregeerden van 1835 en 1849; van den anderen kant maakt de wet van 1849 van hen geen gewag, en het is maar dank aan de algemeene bewoordingen waarin artikel 29 dezer zelfde wet (1) opgesteld is dat zij konden benoemd worden.

De beschikkingen waarbij ik U voorstel de artikelen 14 en 15 der wet van 15 Juli 1849 te vervangen, brengen de docenten wettelijk in het kader van het personeel der Rijksuniversiteiten. Aan de Regeering blijft de zorg opgedragen om hun wedden te bepalen.

Het ontwerp verleent daarbij aan zekeren onder hen stemrecht in den schoot van den academischen raad en in de faculteiten.

Onder de huidige wetgeving hebben de geaggregeerden, en derhalve de docenten, geen medebeslissende stem in den schoot van den academischen raad, die, naar luid van artikel 16 der wet van 15 Juli 1849, uitsluitend uit professoren bestaat. Hetzelfde geldt voor de vergaderingen der faculteiten. De docenten worden slechts tot de zittingen dezer colleges uitgenoodigd krachtens de vrijheid die in dit opzicht bij de artikelen 15 en 18 van het koninklijk besluit van 9 December 1849 aan den rector en aan de dekens gelaten wordt. Hoe belangrijk hun bevoegdheid ook weze, zij hebben niet den minsten invloed in de beraadslagingen van voormelde colleges.

Er schijnt aanleiding te zijn om deze onregelmatigheid te doen verdwijnen. Het ontwerp verleent recht van zitting, met medebeslissende stem in de vergaderingen van den academischen raad, aan diegenen onder de docenten welke, minstens sedert drie jaar, een der bij de wet op het toekennen der academische graden en bij het programma der universitaire examens voorziene onderwijsvakken in hun bevoegdheid hebben. Om, ten slotte, toe te laten hun recht van zitting met medebeslissende stem in den schoot der faculteiten te geven en het organiek koninklijk besluit van 9 December 1849 in dien zin te wijzigen, legt het nieuw artikel 14, naar het voorbeeld van artikel 11 (2) wat de professoren betreft, aan de Regeering op gebeurlijk de faculteit aan te duiden waaraan zij zullen gehecht zijn.

De beschikkingen betreffende de docenten zullen voor de Schatkist geen nieuwe lasten bijbrengen: hun wedde zal bepaald blijven bij het koninklijk besluit van 16 December 1927, tot vaststelling van de bezoldiging der Staatsagenten. Hun rustgeld zal bij voortdurend geregeld worden bij de wet van 30 Juli 1879 op de

(1) « De Regeering maakt de reglementen, benoemt tot de verschillende ambten en » bepaalt de wedden, alles overeenkomstig deze wet ».

(2) Artikel 11: « Elke benoeming tot professor duidt de faculteit aan waaraan deze » gehecht wordt en de wetenschap die hij geroepen is om te onderwijzen. Elke veran- » dering in de bevoegdheid van een professor is het voorwerp van een koninklijk besluit, » genomen op het advies der faculteit ».

oppensioenstelling der professoren en andere leden van het onderwyzend personeel der Rijksuniversiteiten.

* * *

Uit de werkelijke afschaffing van de instelling der geaggregeerden, zooals zij bij hoogervermelde artikelen 14 en 15 der wet van 15 Juli 1849 bepaald was, volgt geenszins dat er geen voordeel zou in bestaan ze, met de vereischte wijzigingen, herin te richten.

Iedereen weet dat de aanwerving van het hooger wetenschappelijk personeel onzer universiteiten zeer ernstige moeilijkheden ontmoet. De faculteiten der wetenschappen en der geneeskunde der universiteiten te Gent en te Luik, evenals de technische faculteit te Luik, kunnen reeds aan hun laboratoria of klinieken de besten hunner jonge doctoren in hoedanigheid van assistenten hechten. Betrokkenen ontvangen een jaarlijkse vergoeding van 15,000 tot 25,000 frank. Zoo kunnen zij, dank aan deze vergoeding welke den aard eener beurs aanneemt, in aanraking met den professor blijven, hun wetenschappelijke vorming voltooien, onderzoekingen voortzetten.

De voordeelen van deze inrichting worden door iedereen graag erkend. Met reden nochtans doet men opmerken dat het mandaat der assistenten, dat tijdelijk is en moet blijven, ten hoogste zes jaar duurt, en dat het alzoo gebeurt dat jonge geleerden die het beste laten verhopien, de universiteit te vroeg moeten verlaten, tot nadeel van de wetenschap en van de aanwerving der professoren van ons hooger onderwijs.

De beschikking die het voorwerp is van het laatste lid van het nieuwe artikel 14 zal deze ongelegenheid, ten minste gedeeltelijk, verhelpen. Zij zal toelaten de besten dezer assistenten voorloopig voor de universiteiten te behouden, en daarbij aan de andere faculteiten een of anderen geleerde te hechten wiens werkzaamheden veel laten verhopien voor zijn wetenschappelijke toekomst. De aldus aangevulde inrichting zal toelaten de mogelijkheden van een goede aanwerving van het onderwyzend personeel der universiteiten uit te breiden.

De vereischte voorwaarden om tot geaggregeerde te kunnen benoemd worden, zullen bij organiek koninklijk besluit worden bepaald. Eene dezer voorwaarden zal zijn het bezit van den tegenwoordigen titel van bijzonder doctor of van den overeenstemmenden titel, voorzien bij het wetsontwerp, houdende wijziging der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891. Bij dit besluit zal ook de duur van het mandaat der geaggregeerden vastgesteld en hun bevoegdheid aangewezen worden : zij zullen namelijk opdracht hebben om aan de onderzoekingen der professoren mede te werken ; zij zullen dezen bijstaan in hun werkzaamheden in laboratoria en seminariën ; gebeurlijk zullen zij zelfs, onder zekere voorwaarden, aan hun theoretisch onderricht kunnen deelnemen. Door de Regeering zal hun een vergoeding kunnen verleend worden, die een billijke vergelding voor hun diensten zal uitmaken en tevens een aanmoediging om hun wetenschappelijke werkzaamheden voort te zetten.

De Minister van Kunsten en Wetenschappen,

M. VAUTHIER.



CHAMBRE
des Représentants

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

**modifiant les articles 10, 11 et 15
de la loi du 15 juillet 1849,
organique de l'Enseignement
supérieur donné aux frais de
l'État.**

WETSONTWERP

**tot wijziging van de artikelen 10,
11 en 15 der wet van 15 Juli
1849, tot inrichting van het op
Rijkskosten gegeven hooger
onderwijs.**

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Mi-
nistre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté en Notre Nom aux
Chambres législatives :

L'article 10 de la loi du 15 juillet
1849, organique de l'enseignement
supérieur donné aux frais de l'État,
tel qu'il a été modifié et complété par
les lois du 22 mai 1882, du 22 mai
1892, du 30 juin 1893 et du 1^{er} juillet
1896, ainsi que les articles 14 et 15
de ladite loi du 15 juillet 1849, sont
remplacés par les suivants :

ART. 10.

Pour donner les cours prescrits par
les lois et règlements, il peut être
nommé à l'Université de Gand, 22
professeurs dans la faculté de philoso-
phie et lettres, 14 dans la faculté de
droit, 20 dans la faculté des sciences
et 20 dans la faculté de médecine ; à
l'Université de Liège, 18 dans la

Albert,

KONING DER BELGEN.

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op de voordracht van Onzen Mi-
nister van Kunsten en Wetenschappen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de in-
houd volgt zal in Onzen Naam bij de
Wetgevende Kamers worden inge-
diend :

Artikel 10 van de wet van 15 Juli
1849, tot regeling van het op Rijks-
kosten gegeven hooger onderwijs, zoo-
als het gewijzigd en aangevuld is door
de wetten van 22 Mei 1882, van
22 Mei 1892, van 30 Juni 1893 en van
1^{er} Juli 1896, alsmede de artikelen 14
en 15 van bovengemelde wet van
15 Juli 1849, worden vervangen door
de volgende :

ART. 10.

Om de bij de wetten en reglemen-
ten voorgeschreven lessen te geven,
mogen er benoemd worden : aan de
universiteit te Gent, 22 hoogleeraren
in de faculteit der wijsbegeerte en
letteren, 14 in de faculteit der rechts-
geleerdheid, 20 in de faculteit der
wetenschappen en 20 in de faculteit

faculté de philosophie et lettres, 12 dans la faculté de droit, 16 dans la faculté des sciences, 19 dans la faculté de médecine et 12 dans la faculté technique.

Le Gouvernement est autorisé à accorder également le rang de professeur, avec les prérogatives qui y sont attachées, aux fonctionnaires de l'Etat détachés, soit à la faculté technique de l'Université de Liège, soit aux écoles techniques annexées à la faculté des sciences de l'Université de Gand.

Ces fonctionnaires jouissent du traitement attaché au grade qui leur est attribué dans leur administration d'origine. Il peut leur être alloué, en outre, un supplément de traitement à fixer par le Gouvernement. Ces traitements et suppléments de traitement servent à fixer le montant de la pension de l'éméritat déterminé par l'article 2 de la loi du 30 juillet 1879.

ART. 14.

Des chargés de cours peuvent être attachés aux universités.

Ils sont nommés par le Roi, qui fixe leur traitement.

Toute nomination de chargé de cours indique la science qu'il est appelé à enseigner, ainsi que, s'il y a lieu, la faculté à laquelle il est attaché.

Le Gouvernement peut attacher, à des conditions et pour une période à déterminer par un arrêté royal, des agrégés aux Universités de l'Etat. Il peut leur attribuer une indemnité.

ART. 15.

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 16 ci-après, assistent également avec voix délibérative aux

der geneeskunde; aan de universiteit te Luik, 18 in de faculteit der wijsbegeerte en letteren, 12 in de faculteit der rechtsgeleerdheid, 16 in de faculteit der wetenschappen, 19 in de faculteit der geneeskunde en 12 in de technische faculteit.

De Regeering mag den rang van hoogleeraar, met de daaraan verbonden voorrechten, eveneens toekennen aan de Rijksambtenaren die gedetacheerd werden, hetzij aan de technische faculteit der Universiteit te Luik, hetzij aan de technische scholen verbonden aan de faculteit der wetenschappen van de universiteit te Gent.

Bedoelde ambtenaren genieten de wedde verbonden aan den graad welke hun verleend is in het bestuur waarvan zij komen. Er kan hun bovendien een door de Regeering te bepalen weddetoeslag toegekend worden. Deze wedden en weddetoeslagen dienen voor de vaststelling van het bedrag van het emeritaatspensioen, bepaald bij artikel 2 der wet van 30 Juli 1879.

ART. 14.

Er mogen docenten verbonden worden aan de universiteiten.

Zij worden benoemd door den Koning, die hun wedde vaststelt.

Elke benoeming tot docent vermeldt de door den betrokkene te onderwijzen wetenschap, en zoo noodig, de faculteit waaraan hij verbonden wordt.

De Regeering mag, onder de voorwaarden en voor een tijdvak bij koninklijk besluit te bepalen, geaggregeerden aan de universiteiten verbinden. Zij mag hun een vergoeding verleen.

ART. 15.

In afwijking van het tweede lid van het hiernavolgend artikel 16, wonen eveneens met medebeslissende stem de

séances du Conseil académique, les chargés de cours qui ont, depuis trois ans au moins, dans leurs attributions l'un des enseignements prévus par la loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Donné à Bruxelles, le 13 janvier 1928.

vergaderingen van den Academischen Raad bij, de docenten die ten minste sedert drie jaar belast zijn met een der onderwijsvakken, voorzien bij de wet op het toekennen der academische graden en bij het programma der universitaire examens.

Gegeven te Brussel, den 13 Januari 1928.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

Van Koningswege :

*De Minister van Kunsten
en Wetenschappen,*

M. VAUTHIER.

